

Les sociaux-démocrates d'Europe face à la crise

Werner Perger

La social-démocratie peut tirer de multiples enseignements de la crise qu'elle traverse. On y trouve des éléments communs et des spécificités nationales. Les partis agissent et évoluent dans des environnements globalement identiques. Tous, ceux – nombreux – qui perdent des élections comme ceux – plus rares – qui les gagnent, sont touchés par les dysfonctionnements dramatiques du système financier international, par leurs conséquences sur l'économie de la planète et sur le commerce mondial, sur les marchés nationaux de l'emploi, par les bouleversements politiques survenus depuis la fin du conflit Est-Ouest, par les menaces que fait peser sur la paix le terrorisme international, par la confrontation entre les démocraties occidentales et les fanatismes religieux totalitaires, et par l'apparition de nouveaux problèmes communs à toutes les régions du monde (le changement climatique, la faim, les épidémies). Dans la crise actuelle du capitalisme, les partis démocratiques les plus malmenés dans les élections sont précisément ceux qui ont le plus vigoureusement mis en garde contre les errements du système financier et qui ont le plus contribué à endiguer les conséquences de la crise ; c'est ce que les politologues américains appellent le « paradoxe européen ».

Werner Perger est journaliste
à l'hebdomadaire « Die Zeit »

Pourtant, cette situation paradoxale pour les partis du « centre gauche » européen n'est pas seulement le résultat objectif de processus externes. L'affaiblissement de la social-démocratie est aussi le fruit de ses propres lacunes et de ses erreurs subjectives. Ainsi, les partis de centre gauche ont ouvert de nouvelles marges de manœuvre à leurs adversaires politiques - non seulement à leurs concurrents conservateurs, mais aussi aux nouveaux partis d'extrême gauche et d'extrême droite, dont une partie, tout en se drapant du voile de la démocratie, remet en cause le système même de la démocratie libérale. C'est cette part subjective des origines de la crise de la gauche que nous tenterons d'analyser, afin de répondre à cette question récurrente : que faire ?

Réintégration : le retour à la base

Il faut s'attacher en priorité à reconstruire les ponts endommagés de la communication entre les électeurs et les élus. Les sociaux-démocrates, dont le statut de parti populaire est aujourd'hui remis en cause par les résultats électoraux en Allemagne, aux Pays-Bas ou au Danemark, doivent reconquérir de toute urgence la confiance qu'ils ont perdue en masse. Ils doivent donc retrouver la voie de leurs origines et s'appuyer sur leurs traditions antérieures. Mais pour y parvenir, les anciens partis ouvriers doivent d'abord « rentrer à la maison », là où se situe la vraie vie, auprès des citoyens. Pour autant, ils auraient tort de verser dans la repentance. Revoir du tout au tout leurs positions et faire un mea

culpa plus opportuniste qu'opportun seraient une erreur. Les apprentissages politiques des décennies écoulées et les ajustements nécessaires aux réalités historiques ont toute leur place dans l'histoire des partis, et n'appellent ni contrition, ni autocritique à l'emporte-pièce. Mais le retour aux sources suppose dans le même temps la capacité de reconnaître les erreurs commises en chemin ; et de renoncer aux mauvaises habitudes prises pendant cette période, notamment la condescendance, voire l'arrogance avec laquelle ces partis ont cherché à imposer les réformes de l'Etat social. Pendant leurs années au pouvoir, les partis de centre gauche, devenus « hérauts du changement », se sont détachés de leur base et se sont aliénés leur électorat traditionnel. Ils l'ont payé très cher.

Leur retour aux sources social et politique est la condition sine qua non de la survie de la social-démocratie en tant que parti populaire. En réintégrant le quotidien, les partis peuvent reprendre le travail de proximité avec la base constituée par les classes sociales défavorisées, mais aussi par le monde actif des classes moyennes qui avait permis à la social-démocratie européenne de culminer à la fin du siècle dernier. Dans l'absolu, cette proximité sociale et politique pourrait non seulement constituer le fondement de la renaissance des partis populaires de la gauche, mais aussi contribuer plus globalement à stabiliser la démocratie. La politique n'a pas le droit de devenir le terrain de jeu des seules élites détentrices du savoir. La défense des couches sociales les plus à l'écart de la politique, de la culture et de l'éducation, et la lutte pour leur intégration dans la société démocratique ne sauraient être confiées aux mouvements populistes de droite, antidémocratiques, démagogues et basés sur des structures autoritaires, ni aux populistes de gauche, qui promettent tout à tout le monde et alimentent les illusions sociales.

Le rétablissement de la confiance et la véritable réintégration représentent un travail de longue haleine et un défi de grande ampleur. Ils se caractérisent par quelques mots-clés :

1. Ouverture et offensive
2. Education et populisme
3. Vision et pragmatisme
4. Conflit et compromis
5. Courage de créer de nouvelles alliances sociales

Ouverture et offensive

La première étape consisterait donc à renoncer à tout vouloir imposer d'en haut, et ainsi tourner le dos à la méthode employée par le New Labour, la Neue Mitte ou la social-démocratie de Persson en Suède. L'argument principal utilisé contre les opposants aux réformes consistait à dire : « il n'y a pas d'autre choix », une affirmation d'essence réactionnaire qui correspond au « principe TINA » (There Is No Alternative), dont les droits d'auteur reviennent sans conteste à l'ancienne Premier ministre britannique conservatrice Margaret Thatcher. Ce genre de déclarations sans appel, qu'elles émanent du 10, Downing Street à Londres, de la Chancellerie fédérale à Berlin, ou de « Rosenbad » à Stockholm, était pourtant devenu une caractéristique de la social-démocratie de la troisième voie, qui, après des débuts démocratiques, s'inspira du mode de gouvernance horizontale des grands groupes économiques et des petites entreprises dépourvues de représentants syndicaux. Cette façon de faire de la politique s'appuyait sur l'idée d'efficacité. Il s'agissait de se défaire des idéologies qui avaient donné le ton dans les années Reagan-Thatcher. La sobriété devenait l'élément clé de l'action politique. La priorité était donnée à la pratique, aux expériences, et à tout ce qui était susceptible de fonctionner. La théorie, les convictions et les valeurs étaient soupçonnées de manquer de souplesse et de conduire à une incapacité à tirer les leçons du passé. La moindre réforme qui faisait ses preuves était célébrée comme une percée essentielle et présentée comme une révolution. Tony Blair aimait à qualifier sa politique des petits pas de révolutionnaire. Jamais la social-démocratie européenne n'avait connu une telle dose de « révolution ». Mais ces abus de langage ne purent faire longtemps illusion et firent bientôt place à la frustration. Ce n'est pas ainsi que l'on crée la confiance. La sincérité passe par l'honnêteté.

Pour parler ouvertement des questions de fond, il faut être prêt à défendre les dossiers de manière offensive et à s'expliquer avec toutes les parties en présence : cela passe évidemment aussi par un dialogue assumé – avec les sceptiques et les opposants de son propre camp, mais aussi et surtout avec les partis concurrents, les lobbies, les associations, les ONG, et, bien sûr, avec les médias. Quiconque ne parle pas franchement et ne défend pas ses positions de manière offen-

sive a perdu d'avance. C'est parfois juste une question de courage politique.

De ce point de vue, l'une des plus graves erreurs des partis de centre gauche a été de tenter, dans le débat sur l'immigration, d'adapter son discours à la réponse autoritaire des populistes de droite, dans l'espoir d'assécher la mare des extrémistes nationalistes. L'issue de ce « dilemme multiculturel », pour paraphraser l'auteur néerlandais Paul Scheffer, ne consiste pas, pour une politique progressiste de centre gauche, à entrer dans une course avec la droite visant à restreindre le droit d'asile, à ériger des murs toujours plus hauts contre les immigrants et à adopter des règles de reconduite à la frontière toujours plus dures. La gauche ne peut pas sortir gagnante de cette course contre la coalition informelle des conservateurs, des populistes de droite et de la presse à sensation.

Mais pour sortir de ce dilemme, il est tout aussi inutile d'ignorer les difficultés liées à la mondialisation et aux migrations ; afficher une tolérance coupable face aux dérives sociales de nos sociétés de plus en plus hétérogènes n'est pas plus recommandé. Une politique de gauche responsable consiste à trouver un équilibre raisonnable entre l'intégration nationale, la coopération internationale et la tolérance sociale. Elle doit s'affirmer avec force contre ceux qui s'opposent à son système de valeurs. Intolérance, racisme, xénophobie et violence doivent rester des tabous dans un Etat de droit démocratique, et il est des mots qui restent incongrus entre démocrates, et donc « incorrects » parce que connotés. La correction et le manque de franchise sont deux choses bien distinctes. La gauche démocratique doit veiller à éviter tout amalgame entre ces deux sphères. Ce n'est pas chose aisée, la frontière entre les deux étant mouvante, mais il faut y parvenir.

La gauche démocratique doit s'engager sans réserve et avec force contre l'intolérance, le racisme, les violations du droit et les idéologies anticonstitutionnelles émanant de certains milieux de l'immigration. La crainte de passer pour « politiquement incorrects » ou d'être accusés de « populisme » ne doit pas conduire les démocrates de gauche, progressistes et conscients de leurs responsabilités, à tolérer ou à ignorer les comportements illicites ou les activités antidémocratiques des immigrés, quelles que soient leurs origines ethniques ou leur confession. C'est aussi comme cela que

la confiance se perd. Tenir des propos incendiaires ou faire de l'angélisme sont deux façons de venir en aide aux « tenants de la haine », ici comme ailleurs.

Education et populisme

Petit rappel : au début du mouvement ouvrier, la présence des militants faisait partie intégrante de la société, ils étaient actifs à la base, dans « le quartier ». Les vieux sociaux-démocrates ne tarissent pas d'éloges sur cette époque révolue, où les petits bureaux locaux du parti étaient encore le lieu de rencontre de tout le voisinage. Aujourd'hui, le quotidien a changé dans nos communes, comme ont changé les sociétés et les notions de lien social et du vivre ensemble. Les bureaux locaux des partis ont disparu depuis belle lurette, et avec eux bien des lieux communaux qui contribuaient à la qualité de vie du quartier. Beaucoup d'anciens projets pilotes de la politique locale servent aujourd'hui d'objets d'études destinés à montrer les erreurs à éviter, y compris aux Etats-Unis, où des ensembles urbains de logements sociaux inspirés des modèles européens sont devenus des foyers de tension sociale. Pour les partis, les conséquences de ces évolutions crèvent les yeux. Des sites célèbres, comme le légendaire « Karl-Marx-Hof » à Vienne, autrefois « bastions rouges », sont aujourd'hui le terrain de prédilection de l'extrême droite populiste du FPÖ ; l'atmosphère qui régnait alors, faite de bon voisinage et de solidarité, a cédé la place à l'exclusion et au rejet agressif de l'autre.

L'idée de départ n'en conserve pas moins sa valeur de modèle, comme en témoignent le succès remporté par le travail social des populistes de droite et de gauche et leur stratégie d'assistance et de soutien de proximité ; il n'en va pas autrement du concept stratégique offensif de mobilisation d'une communauté, le « community-organizing » à l'américaine, qui a joué un rôle déterminant dans la victoire de Barack Obama à l'élection présidentielle. L'idée est simple, peut-être trop simple : pour établir durablement la confiance, il faut s'appuyer sur le contact direct de militants bien implantés localement et connus de tous, des conseillers locaux ou des assistants sociaux accessibles et qui, dans le meilleur des cas, jouent le rôle de défenseurs politiques des citoyens, ou sont au moins en mesure de recueillir leur soucis personnelles. Les partis progressistes doivent être capables de créer des struc-

tures adaptées : il suffit d'un petit local équipé d'un bureau, d'un ordinateur, d'un téléphone et d'un coin pour accueillir les visiteurs, avec des permanences à horaires fixes. Et surtout, il ne faut pas oublier d'installer dans le local une personne engagée, c'est l'essentiel.

Malgré certains points communs dans l'approche, il ne faut pas confondre cette proximité avec le communautarisme. Contrairement à ce dernier, elle ne relève pas d'un projet philosophique global, ne constitue pas une idée en contre-point de la Politique avec un grand P, pas plus qu'une réaction à l'anonymat des méga-structures étatiques ou une réponse conservatrice à trop de libéralité de la société ou trop de laissez-faire culturel. Cette forme d'organisation du travail de proximité permet plutôt d'entrer dans le processus global de la démocratie représentative, dont procède également le « grand gouvernement » dans lequel il ne faut pas voir un ennemi, mais au contraire le garant solidaire de l'existence propre de chaque individu. Le travail de proximité fait partie d'un tout. Il n'est pas seulement utile pour les personnes dans les quartiers et pour les partis populaires qui luttent pour leur survie. Il doit également contribuer à revitaliser la démocratie.

De ce point de vue, la gauche démocratique européenne doit entretenir une vision plus décomplexée du populisme, combinée à un sens marqué de la responsabilité générale. Les expériences du populisme de droite en Europe – et de quelques partis populistes de gauche – ont connoté péjorativement le terme de « populisme » en Europe. Aujourd'hui, on l'assimile à la démagogie, à la haine de l'étranger, au racisme et à la post-démocratie, au lieu d'y voir un rapport de proximité avec le peuple et un engagement au sein de la société. La gauche démocratique américaine, qui a soutenu presque sans exception la campagne de Barack Obama, n'hésite pas à se référer à l'idée historique du populisme qu'elle définit comme le « mouvement progressiste » du début du XX^{ème} siècle, tout en ayant parfaitement conscience de la réalité de certaines dérives engendrées par l'histoire. Mais il n'y a aucune raison de s'en offusquer. En leur temps, les populistes se sont battus « pour ceux d'en bas contre ceux d'en haut ». Ce n'est pas très éloigné de l'histoire et de l'idée du mouvement ouvrier. Au contraire.

Le débat américain nous a ainsi transmis la notion de « bon populisme » (good populism). En principe, il correspond à la vision de la politique qui a offert en son temps à Willy Brandt, à l'issue d'une campagne électorale courageuse, la plus belle victoire qu'a connu à ce jour l'histoire du SPD. C'était en 1972. Obama, Brandt – on a vu pire comme modèles.

Vision et pragmatisme

Les démocraties médiatiques modernes manquent souvent du lien nécessaire entre vision et pragmatisme. Le manque de « charisme » que l'on déplore parfois est souvent le fait du pragmatisme trop rigoureux d'une nouvelle génération d'hommes politiques. Ce qui fait défaut, c'est le mélange optimal entre la capacité d'entretenir un rêve politique et la faculté de l'inscrire dans la réalité politique. C'est pourquoi il est nécessaire de trouver les défenseurs d'un pragmatisme visionnaire. La conception de la politique de la génération progressiste, qui a grandi et fait ses classes dans l'esprit de la troisième voie, est trop mince et s'avère donc insuffisante à long terme. La raison et la mesure sont sans aucun doute des éléments indispensables de toute politique revendiquant l'esprit des Lumières. Toutefois, pour être durablement acceptée et bien accueillie, une politique éclairée doit aussi comporter des éléments affectifs. « Notre message atteint les mauvaises régions du cerveau », déplorait récemment une femme politique italienne lors d'un colloque international sur la situation misérable de la social-démocratie. Ce constat est étayé par les découvertes récentes de la recherche en neurologie ; la littérature scientifique sur ces questions connaît un essor vigoureux et nourrit visiblement la communication politique. En tout cas, la gauche démocratique ne peut pas s'en remettre uniquement à la raison pour conquérir des majorités démocratiques. Les gens veulent aussi connaître les valeurs et les visions que partagent leurs représentants, et pouvoir en débattre avec eux. C'est précisément pourquoi le travail éducatif a besoin de son propre populisme – le « populisme des Lumières ». Il prend sa source dans la conjonction entre vision et réalisme et doit décrire, en des termes simples, l'idée de justice sociale et le chemin pour y parvenir ; les dirigeants actuels des partis de centre gauche n'ont pas encore su présenter de tels repères à nos concitoyens.

Conflit et compromis

Pourtant, les expériences américaines et britanniques nous enseignent aussi que même des majorités parlementaires claires ne dispensent pas de discuter, de se confronter et de chercher des compromis hors des enceintes parlementaires. Ce talent politique d'équilibriste est ce qui, tant parmi les dirigeants nationaux que chez les militants de base des partis, sépare les mineurs des adultes, ou, en langage populaire, le bon grain de l'ivraie. La réussite politique repose sur la capacité d'action des dirigeants et sur leur volonté et leur talent pour se faire comprendre. Mais ceci n'est en retour possible que si la base et les leaders d'opinion locaux donnent à leurs dirigeants des marges de manœuvre suffisantes. Ce maintien d'une tension constructive entre débat et loyauté, entre fidélité aux principes stratégique et capacité tactique de « donner du mou », c'est l'affaire de tous. La démocratie a besoin de débats de fond mais se porte réellement mieux sans rivalités stériles entre courants. C'est pourquoi les partis populaires progressistes, avec leur goût pour la confrontation – des débats de fond internes jusqu'aux guerres de religion existentielles – doivent élaborer de nouvelles règles et de nouveaux modes de formation interne des opinions. La démocratie interne des partis a besoin de davantage de marge de manœuvre et de mouvement. Le centre gauche doit donc « oser davantage de démocratie » (pour paraphraser Willy Brandt).

Cela requiert avant tout le courage de lancer des expérimentations dans ses propres rangs. Les partis sociaux-démocrates devraient procéder à une refonte radicale de leur organisation pour pouvoir continuer à jouer un rôle dans l'avenir. Les hiérarchies figées, les structures administratives rigides et les apparatchiks satisfaits d'eux-mêmes sont autant d'éléments qui font encore le quotidien de nombreux partis et ont un effet dissuasif, en particulier sur les jeunes. La génération montante, dont seront issus les dirigeants politiques d'après-demain, au plus tard, est marquée par l'individualisme ; ils ont grandi dans un environnement démocratique, ils maîtrisent de nombreux outils de communication, sont ouverts aux nouvelles technologies de l'information et de la communication ; ils se méfient aussi des rituels, ils aiment débattre et sont curieux, à la fois sans complexe et bien évidemment inexpérimentés, susceptibles de commettre des erreurs. Pour intégrer les femmes et les hommes de cette

génération, les partis et leurs hiérarchies ont besoin de beaucoup d'imagination, de sensibilité et de souplesse.

Le manque de relève à la tête des partis, qui est si souvent déploré, est dû pour une part importante à la propre image des partis ; ils sont trop souvent perçus comme des sociétés fonctionnant en vase clos. Le « langage corporel » institutionnel des partis donne un signal clair : ingérence non-souhaitée. Pour changer cela, les partis doivent repenser leur façon d'être et la faire évoluer. De ce point de vue, la démocratisation interne constituerait un premier pas important vers l'autothérapie politique de la sociale-démocratie. Pour attirer de nouvelles forces, il faut se montrer suffisamment fort pour faire un emploi productif de leur énergie.

Oser de nouvelles alliances sociales

L'enjeu est de reconquérir l'opinion et de consolider les bases sur lesquelles le centre gauche pourra revendiquer le pouvoir en Europe. Il faut pour cela mettre en place une nouvelle stratégie d'alliance et de coalition des partis populaires de gauche. Eu égard à la situation politique actuelle et à l'évolution du paysage des partis, une stratégie politique censée poursuivre la modernisation démocratique de l'économie, de l'Etat et de la société passe nécessairement par la coopération avec des partenaires de même sensibilité et ce dans tous les domaines. Il ne s'agit pas seulement d'exercer une influence ou de dégager des majorités parlementaires susceptibles de faire passer quelques projets législatifs. C'est une tâche de toute façon bien compliquée quand on est dans l'opposition. Il s'agit davantage d'établir concrètement des priorités politiques, des catégories éthiques et des valeurs partagées dans le débat public au sein de la société. Il s'agit d'exercer une influence forte sur la réflexion publique, de donner une définition politique de la liberté, de la solidarité et de la justice qui puisse consolider le pare-feu politique et culturel face aux extrémistes opposés à la démocratie sociale et de libérale. Les anciens nazis et les nouveaux extrémistes de droite, qui, dans une parfaite hypocrisie, recourent de plus en plus aux méthodes démocratiques pour noyauter et miner la démocratie, ne doivent plus déterminer l'agenda politique en Europe, ni accroître leur influence en Allemagne.

Pour les en empêcher, il est important et souhaitable que les forces, les personnes et les organisations progressistes et libérales se réunissent en réseau pour constituer de nouvelles alliances de fond. Outre les partis de centre gauche (et certains de leurs concurrents de centre droit), les têtes pensantes progressistes ayant un engagement politique et une vision stratégique à long terme sont présentes

- dans les syndicats,
- à la tête des entreprises industrielles modernes et parmi leurs cadres,
- parmi les patrons de PME, les cadres dirigeants et les banquiers,
- dans les fédérations professionnelles et les organismes comparables de défense des intérêts de l'industrie,
- mais aussi et surtout dans les multiples organisations de la société civile – les organisations non gouvernementales – dans la mesure où elles s'impliquent dans les questions de démocratie, de droits civiques et de justice sociale.

Ensemble, toutes ces têtes pensantes pourraient refonder le consensus de base qui unissait les progressistes autour d'un modèle européen de capitalisme social, écologique et démocratique, et qui s'était tant affaibli au cours des dernières décennies. La première chose à faire serait de discréditer le « capitalisme des prédateurs » (selon Helmut Schmidt) et l'idéologie néo-libérale déterminée par l'intérêt des actionnaires - la Shareholder-value ; d'autant plus que l'idée du capitalisme rhénan, et son idéal de la Stakeholder-value, qui représente l'intérêt de toutes les parties concernées, demeure une composante essentielle des valeurs européennes communes. C'est en ce sens que la dangereuse crise financière mondiale actuelle, que Peer Steinbrück a qualifiée de « césure », représente une chance politique : elle peut donner naissance à un nouveau consensus social des élites modernes, au nom duquel des chefs d'entreprises modernes, des syndicalistes responsables, des militants engagés au sein de la société civile et un gouvernement visionnaire et pragmatique travailleraient ensemble pour le bien commun.

Il ne s'agit pas d'un pacte de progrès pour l'éternité, d'une imaginaire « alliance pour le progrès », du mirage de l'éternelle coalition des personnes de bonne volonté. Mais l'idée d'un projet commun de développement social et démocratique au sein du système

capitaliste pourrait conduire les personnes de sensibilités similaires à faire « un bout de chemin » ensemble (pour reprendre les termes de Bruno Kreisky), afin d'améliorer la situation de leur pays et des autres démocraties européennes. Poursuivre les efforts de dynamisation de l'économie sur la base de la justice sociale, travailler au développement d'une politique environnementale porteuse d'avenir, à l'affirmation de l'Etat de droit, garant de la sécurité, et d'une société tolérante capable d'intégrer ses citoyens ; voilà qui constituerait un grand projet digne d'être défendu. Il en va de la survie des partis populaires de gauche, de la fin du « paradoxe européen », et donc de l'avenir de la démocratie libérale.

L'opinion exprimée dans cette analyse n'engage pas la position de la FES.

Responsable de la publication :
Ernst Hillebrand, directeur du bureau parisien de la FES

Autres articles de la FES Paris à télécharger sur le site

<http://www.fesparis.org/publications.php>

Les parties écologistes en Europe ; évolution et perspectives

Saskia Richter, mars 2010

Les syndicats en Allemagne: Organisation, contexte, enjeux,

Heiner Dribbusch, janvier 2010

La nouvelle Ostpolitik allemande et la politique européenne de voisinage

Annegret Bendiek + Jürgen Neyer, août 2009

Une politique européenne des revenus pour plus de croissance et de justice ,

Michael Dauderstädt, juin 2009

Energie nucléaire - abandon ou renaissance?,

Lutz Mez, juin 2009

Pour une Europe du progrès social, Document de position commun du SPD et du DGB,

mai 2009

Vers une meilleure cohérence sociale en Europe,

Klaus Busch, octobre 2009